

JUSTIFICATIF DE DÉPLACEMENT PROFESSIONNEL * DURANT LE CONFINEMENT

En application des décrets n°2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020- 1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID-19 et des arrêtés préfectoraux portant diverses mesures relatives à la lutte contre le Covid19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Je soussigné(e),

Nom et prénom de l'employeur :

Fonctions :

certifie le caractère indispensable des déplacements de la personne ci-après, entre son domicile et le ou les lieux d'exercice de son activité professionnelle ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions ainsi que l'impossibilité d'exercer celles-ci en télétravail(1):

Nom :

Prénom :

Date de naissance :

Lieu de naissance :

Adresse du domicile :

Nature de l'activité professionnelle :

Lieux d'exercice de l'activité professionnelle (2):

Moyen de déplacement :

Durée de validité (3):

Nom et cachet l'employeur :

Fait à :

Le :

* **NB** Ce document, établi par l'employeur, est suffisant pour justifier les déplacements professionnels d'un salarié, qu'il s'agisse :
- du trajet habituel entre le domicile et le lieu de travail du salarié ou des déplacements entre les différents lieux de travail lorsque la nature de ses fonctions l'exige :
- des déplacements de nature professionnelle qui ne peuvent pas être différés, ni télétravaillés à la demande de l'employeur.

1. Il n'est donc pas nécessaire que le salarié se munisse, en plus de ce justificatif, de l'attestation de déplacement dérogatoire. Les travailleurs non-salariés, pour lesquels ce justificatif ne peut être établi, doivent en revanche se munir de l'attestation de déplacement dérogatoire en cochant le premier motif de déplacement.

Sur présentation d'une carte professionnelle, sont exemptés de justificatifs de déplacement professionnel : les personnels soignants, les fonctionnaires de police, les militaires de la gendarmerie, les militaires, les policiers municipaux, les personnels du SDIS, les personnels douaniers, les personnels de l'administration pénitentiaire, les fonctionnaires de la préfecture, du conseil départemental, les magistrats, les membres du barreau et auxiliaires de justice.

2. Indiquer tous les lieux d'exercice de l'activité du salarié, sauf si la nature même de cette activité, qui doit être scrupuleusement renseignée, ne permet pas de les connaître à l'avance (par exemple: livraisons, interventions sur appel, etc.).
3. La durée de validité de ce justificatif est déterminée par l'employeur. Il n'est donc pas nécessaire de le renouveler chaque jour. Cette durée doit tenir compte de l'organisation du travail mise en place par l'employeur (rotations de personnel par exemple) ainsi que des périodes de congé ou de repos.